

ENTRETIEN DE THIERRY MEYSSAN AU GREFFIER NOIR

Des éléments de l'affaire Coulibaly rappellent le rôle de services français en 1999

par Thierry Meyssan, Alexis Kropotkine

Plusieurs sites internet français ont conduit des enquêtes de qualité sur différents aspects des attentats du 11 janvier 2015. Parmi ceux-ci, *Le Greffier noir* a souhaité interviewer Thierry Meyssan sur l'hypothèse d'une opération organisée par des services secrets atlantistes. L'intérêt de cet entretien est d'exhumer les travaux du Réseau Voltaire de 1999 et de les relier avec les éléments mis à jour dans l'affaire Coulibaly.

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 27 MAI 2015



Par un étrange retour de force, une histoire vieille de 20 ans a refait surface en empruntant le chemin improbable des attentats contre Charlie Hebdo. En effet, Claude Hermant, qui fut à l'époque l'un des acteurs principaux des révélations médiatiques entourant les activités illégales du DPS, tant en France qu'à l'étranger, est aujourd'hui inculpé et incarcéré pour trafic d'armes. Il est notamment soupçonné d'avoir acheminé une partie

de l'armement d'Amedy Coulibaly, l'assassin de l'épicerie casher. Claude Hermant qui animait depuis plusieurs années une structure paramilitaire proche des milieux nationalistes autonomes affirme que le trafic pour lequel il est inculpé avait reçu l'aval des autorités administratives et servait à infiltrer des réseaux criminels pour le compte de la gendarmerie.

Alexis Kropotkine : *Thierry Meyssan, en préparant un article sur la connexion Hermant-Coulibaly [1], nous avons redécouvert l'affaire du Département Protection et Sécurité du FN (DPS), dans laquelle vous et le Réseau Voltaire avez joué un rôle important. Nous étions à l'époque dans les années 1990. De quoi s'agit-il ?*

Thierry Meyssan : En septembre 1996, j'ai participé, en tant que secrétaire national du Parti radical de gauche (PRG), à la création du *Comité national de vigilance contre l'extrême-droite* que nous avons fondé sur le modèle du *Comité de vigilance des intellectuels antifascistes*, que notre parti créa en 1934. Il s'agissait de réunir chaque semaine les 45 principaux partis politiques, syndicats, associations et loges maçonniques de gauche pour coordonner notre réponse à la montée du racisme et de la violence politique dans notre pays. Bien entendu, j'y ai représenté le Réseau Voltaire.

Cependant, rapidement je me suis rendu compte que la plupart des participants ne s'intéressaient à la lutte contre le racisme et la violence politique que comme moyen de stigmatiser le Front national qui représentait pour eux un utile repoussoir électoral. Quoi qu'il en soit, nous avons décidé d'offrir au Comité national de vigilance une surveillance précise des publications dites d'« extrême droite ». Nous nous sommes abonnés à une cinquantaine de publications, parfois très confidentielles, et avons commencé à les lire et à les analyser. Nous nous sommes également rendus à de nombreuses manifestations et conférences, toujours pour comprendre notre adversaire. Enfin, nous avons interviewés plusieurs personnalités d'extrême-droite. Je me suis rendu compte que l'appellation « extrême droite » n'avait aucun sens : on l'utilisait pour désigner des courants de pensée très différents les uns des autres, pas nécessairement racistes, ni violents, ni même de droite, mais tous exclus du jeu politique

national.

Alexis Kropotkine : *Que s'est-il dégagé de cette veille ?*

Thierry Meyssan : Dans cette période, plusieurs personnes ont été assassinées par des militants du Front national. Il pouvait s'agir de bagarres entre colleurs d'affiche durant une élection comme d'actes xénophobes ou homophobes. En étudiant nos matériaux, nous avons constaté que les personnes suspectées par la Justice d'avoir commis ces crimes étaient toutes membres du service d'ordre du Front national, le Département Protection-Sécurité (DPS).

Alexis Kropotkine : *Comment avez-vous fait le lien entre le DPS, la Françafrique et les services de renseignement ?*

Thierry Meyssan : Je travaillais par ailleurs avec François-Xavier Verschave sur les réseaux de la Françafrique. Il s'agissait des premiers travaux sur ce sujet. François-Xavier avait débuté en épluchant les articles de la presse nationale. Ils étaient bourrés d'erreurs et d'approximations, pourtant son étude fit apparaître tout un monde secret et est devenue la base de notre connaissance de ce sujet. Évidemment, je remarquais que les noms des mercenaires travaillant pour les intérêts français en Afrique étaient les mêmes que ceux des cadres du DPS.

Au départ j'ai pensé que ces mercenaires étaient simplement recrutés à « l'extrême-droite ». Puis, j'ai vu un système organisé : ces hommes travaillaient alternativement en France pour le DPS et à l'étranger pour les services secrets français.

Alexis Kropotkine : *Comment cette passerelle entre les services français et le DPS s'est-elle constituée ? Pourquoi choisir le FN ?*

Thierry Meyssan : En travaillant sur le Front national, j'ai appris qu'il avait été créé par François Duprat et l'Ordre nouveau à la demande de Jacques Foccart au début des années 70. Jean-Marie Le Pen n'en devint le chef qu'après l'assassinat de Duprat, en 1978. Or Duprat a également été mercenaire en Afrique et Jacques Foccart était le chef des services secrets de la France gaulliste.

De fil en aiguille, je suis arrivé à trois conclusions majeures :

- ▶ Le Front national était une création des gaullistes visant à stabiliser les différents groupes exclus de la vie politique nationale (perdants de la Seconde Guerre mondiale, perdants de la décolonisation) et à les ré-insérer dans la vie politique.

- ▶ Dès sa création, le FN était piloté par les services secrets sous l'œil vigilant de l'Élysée.

- ▶ François Mitterrand avait réactivé l'emprise de l'Élysée sur le Front national de manière à réintroduire ses leaders historiques dans la vie politique nationale. Il finança avec les fonds secrets la campagne électorale des européennes de 1984 et modifia le mode de scrutin pour l'élection de l'Assemblée nationale en 1986. Malheureusement les députés FN se comportèrent de manière absurde et minable ce qui amena le président Mitterrand à faire marche arrière. Tout au plus put-il ultérieurement amnistier les généraux d'Alger.

Alexis Kropotkine : *Quel rapport avec les opérations extérieures des services de renseignement français ?*

Thierry Meyssan : Ma vision des choses a changé lorsque j'ai appris le rôle de membres du service d'ordre du FN dans les opérations secrètes de la France en Tchétchénie. Officiellement, ces gros bras d'« extrême-droite » étaient allés en Russie soutenir les bons révolutionnaires tchéchènes contre les méchants post-soviétiques. En réalité, les services secrets français avaient infiltré l'Émirat islamique d'Itchkérie et offert à son chef, le général Djokhar Doudaïev, un téléphone portable satellitaire. Peu après, les services russes le localisaient grâce à ce téléphone et le liquidait en lui envoyant un missile guidé. Par conséquent, les personnes que je prenais pour des gros bras d'extrême-droite étaient en réalité des agents français au service du président François Mitterrand travaillant main dans la main avec les services de Vladimir Poutine.

Je fus finalement convaincu, en discutant avec des membres du DPS, que celui-ci était une création des services secrets au sein du FN. Et ceci n'avait pas de rapport avec la volonté de recyclage d'anciens responsables politiques ou militaires. C'est alors que je découvrais un plan de fichage par le DPS de personnalités à

neutraliser en cas de nécessité. Il s'agissait de quelque chose de comparable à la préparation d'un coup d'État. Le DPS était devenu un outil de contrôle politique au service de la DPSD (le contre-espionnage militaire), lui-même obéissant au réseau Gladio de l'Otan.

Alexis Kropotkine : *Quelle a été la réaction du monde politique ?*

Thierry Meyssan : Avec le soutien et l'aide du Parti radical de gauche (PRG), nous avons donc demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire. L'Élysée y était obstinément opposé. Mais à la suite d'un intense lobbying auprès de tous les partis politiques et au vu de nos documents, François Mitterrand a fait volte-face. Jean-Michel Baylet, le président du PRG, a déposé une demande de création au Sénat, mais c'est en définitive la proposition déposée à l'Assemblée qui a été adoptée.

Notre travail a été perturbé par la campagne de *Charlie Hebdo* demandant la dissolution du Front national et les nombreux obstacles que Jean-Christophe Cambadélis a dressés sur notre route.

Alexis Kropotkine : *Pourquoi J-C Cambadélis vous a-t-il mis des bâtons dans les roues ? N'était-il pas un allié politique ? Concrètement quelles manœuvres lui reprochez-vous ?*

Thierry Meyssan : Jean-Christophe Cambadélis est soudainement devenu le représentant du Parti socialiste au sein du Comité national de vigilance, alors qu'il y siégeait préalablement au titre du « Manifeste contre le FN » dont il était le président. Il venait chaque semaine avec une délégation et contestait mes recherches en laissant entendre que je faisais du lèse-Mitterrand primaire. La majorité des membres étant socialistes ou redevables au président, cela jetait un froid. J'ai pourtant réussi à convaincre le Comité national de vigilance qui a pris position en faveur de la Commission d'enquête parlementaire. Mais lorsque j'ai commencé à faire le tour des députés et sénateurs, la plupart m'ont dit avoir été démarchés par Jean-Christophe Cambadélis et priés de s'abstenir. J'ai appris par la suite, que M. Cambadélis avait été formé par Irving Brown, un des fondateurs du Gladio.

Alexis Kropotkine : *Quelles furent les conclusions de la commission d'enquête ?*

Thierry Meyssan : Au fur et à mesure des travaux de la Commission, les députés se rendaient compte que j'avais mis le doigt sur quelque chose de très grave, mais qu'il leur était impossible de dévoiler le pot aux roses. Ainsi ont-ils refusé ma proposition d'aller perquisitionner la DPSD —comme la loi leur en donne le pouvoir— dont le siège est à quelques minutes à pied de l'Assemblée. Nous n'avons donc jamais connu le fin mot de l'histoire. Le complot n'avait pas été ourdi par les dirigeants du FN, mais soit par l'Élysée ce qui semble peu probable, soit par un groupe factieux à l'intérieur de la DPSD ce qui est plausible.

Au Front national, Jean-Marie Le Pen m'a d'abord traîné en justice, et a perdu son procès. Puis il s'est lui-même rendu compte qu'il avait été manipulé et a commencé à chercher qui, dans son entourage, travaillait pour la DPSD. Il a alors décidé d'exclure de son parti Bruno Mégret et de fermer le DPS. L'explosion du Front national a rendu impossible toute poursuite judiciaire et la Commission d'enquête s'est conclue sur ce constat.

Alexis Kropotkine : *La rupture FN-MNR n'a donc, selon vous, que peu, voire pas de lien avec la volonté d'indépendance et de respectabilité de Bruno Mégret ?*

Thierry Meyssan : Sûrement pas. L'initiative en revient à Jean-Marie Le Pen et à lui seul. Bruno Mégret a cherché à s'incruster, puis à créer un autre parti politique, le MNR, mais n'est jamais parvenu à exister par lui-même. En outre, je ne vois pas comment un homme qui s'entourait de racistes aurait pu espérer de la respectabilité.

Alexis Kropotkine : *Vos propos me ramènent à la mémoire les clips de campagne du MNR, je crois d'ailleurs que Courcelle, le chef du DPS, a immédiatement rallié, avec ses meilleurs hommes dont C. Hermant, le parti de B. Mégret... Mais quels furent ensuite vos rapports avec le Front National ?*

Thierry Meyssan : Par la suite, j'ai entretenu des rapports personnels amicaux avec Jany le Pen et Bruno Gollnisch, mais je

n'ai jamais approché le Front national avec lequel je n'ai pas grand-chose de commun. Les articles de Renaud Dély affirmant que j'avais quitté le PRG pour le FN sont de la pure diffamation.

J'ai cru, lors de la campagne électorale de 2007, que Jean-Marie Le Pen allait franchir le pas et transformer son parti des perdants en parti de la Nation. C'est en tous cas ce que laissait présager son discours de Valmy. Contrairement aux autres militants de gauche, je considère en fonction de ce que je viens de vous expliquer que M. Le Pen a servi la République en stabilisant les différents groupes que l'on désigne arbitrairement comme d'« extrême droite ». En outre, je pense que c'est un homme qui s'est considérablement amélioré : si vous regardez les vidéos de son époque poujadiste, vous voyez un homme inculte, brutal et vulgaire, mais aujourd'hui c'est un homme cultivé et réfléchi. Malheureusement, en léguant son parti à sa famille plutôt qu'en laissant Bruno Gollnisch en devenir président —même si celui-ci est mal entouré et commet parfois des excès peu compatibles avec la fonction— il n'est pas parvenu à achever cette mutation.

Alexis Kropotkine : *Cette vieille affaire du DPS refait surface dans le contexte des attaques de janvier. La Voix du Nord écrit qu'une partie des armes trouvées en possession d'Amedy Coulibaly a transité par les réseaux de Claude Hermant, justement un ancien du DPS passé au MNR. Jusqu'à son arrestation fin janvier, il animait des structures paramilitaires dans les milieux nationaux-révolutionnaires, structures qui n'ont, rappelons-le, aucun lien avec le FN contemporain. Le degré d'implication de Claude Hermant n'est pas encore connu et l'homme semble décidé à se défendre. Il affirme qu'il travaillait pour l'autorité administrative dans le cadre d'une mission d'infiltration et a divulgué dans la presse régionale des courriels de la gendarmerie corroborant ses dires. Ce qui nous amène aux attentats contre Charlie Hebdo. On vous a beaucoup reproché d'avoir rapidement écarté la piste djihadiste. Quelle est aujourd'hui votre position sur les événements des 7, 8 et 9 janvier ?*

Thierry Meyssan : Je n'ai jamais écarté la piste djihadiste, j'ai expliqué que les commanditaires de cette action n'étaient pas des

islamistes, mais probablement des atlantistes. Cela n'exclut pas qu'ils puissent faire exécuter leurs actions par des djihadistes, bien au contraire.

L'idée de la « guerre des civilisations » est complètement étrangère à la pensée musulmane qui ne vise pas l'annihilation, mais la conquête. La « guerre des civilisations », comme la destruction apocalyptique, n'existent que dans les cultures juives et occidentales. Historiquement, ce concept a été pensé comme la justification d'une stratégie offensive par Bernard Lewis au sein du Conseil états-unien de sécurité nationale, puis il a été présenté comme une fatalité par le propagandiste Samuel Huntington, lui aussi membre du Conseil de sécurité nationale.

La difficulté pour les Occidentaux, c'est qu'ils ne parviennent plus à appréhender ce sujet raisonnablement. C'est un effet de la propagande qui n'est pas la science du mensonge, mais celle de l'embrigadement. Lorsque l'on accepte par lâcheté de prendre à son compte des choses que l'on sait fausses, on se trouve soi-même embarqué dans une succession de mensonges sans parvenir à revenir en arrière.

Alexis Kropotkine : *Que voulez-vous dire ?*

Thierry Meyssan : Par exemple, en France nous faisons semblant d'avoir vécu la Seconde Guerre mondiale alors que de juin 40 à juin 44 le pays était en paix et seule la France libre et la Résistance se battaient ; nous faisons semblant de croire que le IIIe Reich avait planifié le massacre des juifs d'Europe, alors que son objectif officiel et public était de massacrer tous les Slaves et de coloniser l'Europe orientale ; nous sommes convaincus d'avoir été colonialistes, alors que chaque fois que le Peuple français fut consulté à ce sujet, il s'y opposa ; etc. Notez que je ne prends que des exemples assez anciens pour ne pas vous révolter.

Mais si vous voulez des exemples actuels, en voici un : nous faisons semblant de croire que les États-Uniens élisent leur président au suffrage universel indirect, alors qu'il est élu par les délégués des gouverneurs des États. Du coup, nous ne parvenons pas à expliquer pourquoi la Cour suprême a déclaré, en 2000 ne pas être intéressée à connaître le résultat du vote populaire en

Floride. Nous faisons semblant d'avoir des « valeurs communes » avec les États-Unis alors que nous n'en avons aucune : nous sommes Républicains, ils pensent au contraire que l'idée d'« Intérêt général » conduit à la dictature ; nous sommes démocrates, les rédacteurs de la Constitution ne l'étaient pas ; nous sommes universalistes, ils sont suprémacistes.

Pour revenir à votre question sur les attentats de janvier, lorsque vous avez mis en lumière l'implication d'anciens membres du DPS dans l'affaire Coulibaly, je n'ai pas pu m'empêcher de revenir à mon hypothèse de départ : et si cette affaire était, elle aussi, une manipulation des services secrets de l'Otan ?

Alexis Kropotkine : *Pourquoi l'OTAN s'impliquerait-elle aujourd'hui dans une opération sous faux-pavillon sur le territoire national d'un de ses premiers membres ?*

Thierry Meyssan : Si pour vous, l'Otan est une alliance défensive, constituée face à la menace soviétique et qui s'est pérennisée, il n'y a aucune logique à une manipulation. Mais, d'une part, l'Otan n'a pas été constituée face à une menace, mais pour menacer l'URSS, qui fut alors contrainte de créer le Pacte de Varsovie. Et, d'autre part, jamais l'Otan n'a défendu un de ses États membres. Par contre, l'Otan a organisé une campagne terroriste en Serbie, puis a argué d'une riposte disproportionnée du gouvernement Milosevic pour détruire la Yougoslavie ; l'Otan a prétendu que les Talibans étaient co-responsables du 11-Septembre pour occuper l'Afghanistan ; l'Otan a fabriqué de faux témoignages au Conseil des Droits de l'homme de Genève pour arguer d'une menace sur la population libyenne et renverser la Jamahiriya arabe libyenne pourtant massivement soutenue par des manifestations populaires gigantesques.

Loin d'être une alliance défensive, l'Otan est un système de vassalité-suzeraineté, ce qui est contraire à la Charte des Nations unies pour qui les États sont souverains et égaux. Les historiens ont montré que l'Otan a organisé de nombreux attentats et assassinats dans ses États membres et leurs travaux ont été confirmés par des documents officiels tirés des archives états-uniennes. Cependant ces travaux ne portent que sur les premières

années de l'Otan du fait des difficultés d'accès aux archives récentes. En France, en 1951 dans le Gard, l'Otan a testé des drogues sur des civils et à leur insu, puis l'Otan, en 1961-66, a financé une quarantaine de tentatives d'assassinats du président Charles De Gaulle par l'OAS.

Il est très désagréable de penser que nous ne sommes souvent que des pions dans les mains de Washington, c'est pourtant une réalité prouvée dans le passé et évidente aujourd'hui. C'est pourquoi nous aurions dû être attentifs lorsque Jean-Marie Le Pen a déclaré que les djihadistes de *Charlie Hebdo* portaient la signature de services secrets.

Document : « **Commission d'enquête parlementaire sur le DPS : audition de Thierry Meyssan, Yves Frémion et Jean-Claude Ramos** », *Réseau Voltaire*, 3 mars 1999.

*Thierry Meyssan
Alexis Kropotkine*

[1] « **Charlie Hebdo : la connexion Hermant-Coulibaly recèle-t-elle une partie des mystères du 7 janvier ?** », Alexis Kropotkine, *Le Greffier noir*, 14 mai 2015.

Source : « Des éléments de l'affaire Coulibaly rappellent le rôle de services français en 1999 », par Thierry Meyssan, Alexis Kropotkine, *Réseau Voltaire*, 27 mai 2015, www.voltairenet.org/article187708.html